

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre promet d'assister aux pourparlers si sa présence est utile. Or le temps presse, et il a certainement pris sa décision. Ne trouve-t-il pas que la question est assez importante pour qu'il assiste aux négociations? La Chambre a le droit de savoir, je pense, s'il y assistera ou s'il laissera entièrement à ses fonctionnaires le soin de le faire.

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, je répète qu'il ne s'agit pas pour moi de penser que ces pourparlers sont importants mais plutôt de juger si je puis rendre service. Voilà la considération sur laquelle il y a lieu de s'arrêter.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Transports? Le gouvernement du Canada a-t-il pris les arrangements nécessaires pour honorer ses obligations, en vertu des ententes aériennes internationales, à l'égard des sociétés étrangères dont les avions atterrissent au Canada ou le survolent? Je crois que mon collègue de Gander-Twillingate a soulevé une question analogue plus tôt.

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, il nous serait impossible de prendre ces arrangements si les contrôleurs de la circulation aérienne entraient en grève. Pour remplir cet engagement, il nous faut évidemment pourvoir aux installations de circulation aérienne. Une grève éventuelle, et j'espère qu'elle ne se produira pas, se répercuterait sur l'espace aérien du Canada uniquement parce que, je le présume, les transporteurs internationaux préféreraient emprunter d'autres itinéraires vers leurs destinations au lieu de survoler le Canada.

M. Lundrigan: J'ai une question supplémentaire à poser au président du Conseil du Trésor, monsieur l'Orateur. Pendant qu'il réfléchit sur la question, promettra-t-il également à la Chambre et à la population du Canada, de même qu'aux organismes internationaux intéressés, d'apporter plus de souplesse dans les négociations, pour qu'on puisse résoudre le différend, éviter une grève, et reconnaître comme il convient les aspects internationaux du problème?

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Quels sont les plans du gouvernement pour mettre en vigueur certaines recommandations du comité Woods, afin que le peuple canadien

[L'hon. M. Drury.]

ne soit pas mis à rançon comme il me paraît l'être maintenant, par des grèves ou des menaces de grève dans ce pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il a été question du rapport Woods dans le discours du trône. Nous avons dit qu'au cours de la présente session des projets de loi seraient soumis à ce sujet.

L'hon. M. Lambert: Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre des Transports une autre question complémentaire? Le Canada est lié par certains accords bilatéraux. Si nous ne parvenons pas à assurer les contrôles de sécurité aérienne prévus aux termes de ces accords, dans quelle situation le Canada se trouvera-t-il, selon le ministre, après avoir manqué à ses engagements?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je ne puis prédire quelle sera la situation dans de telles conditions. Je présume seulement qu'en pareil cas le sort de l'accord dépend de l'aptitude des parties à faire face à leurs obligations. Il est clair que, sans contrôleurs du trafic aérien, nous ne pouvons pas remplir nos engagements. C'est aussi simple que cela.

L'hon. M. Stanfield: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au premier ministre si, faute d'un règlement, le gouvernement entend retarder l'ajournement de la Chambre, ainsi que le souhaiteraient certainement les députés de ce côté-ci?

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je remercie le chef de l'opposition de nous offrir son concours, que nous acceptons avec reconnaissance si nous optons pour cette ligne de conduite.

Des voix: Bravo!

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Les organismes internationaux que cette grève pourrait affecter ont-ils présenté des instances? Si oui, quelle a été la réponse du gouvernement? Je rappelle que Prestwick a averti qu'il ne s'occuperait aucunement de nos appareils.

M. l'Orateur: Le député de Shefford.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas qui a la parole.

M. l'Orateur: Le très honorable représentant veut-il poser une question supplémentaire? La présidence a donné la parole au député de Shefford.